

LIVRET PÉDAGOGIQUE

(des) Espoirs de Paix

Trois contenus thématiques
sur le thème de l'édition 2026



Normandie pour la paix

Portée par la Région Normandie pour prolonger le travail de mémoire engagé depuis 1945, l'initiative Normandie pour la Paix vise à faire de la région un laboratoire de la paix durable. Elle promeut toute l'année les valeurs de paix, de liberté et de démocratie à travers des projets, rencontres et actions éducatives. Structurée autour de quatre axes – *Campus, Dialogues, Ressources, Culture & sciences* – elle aide notamment les jeunes à comprendre les enjeux internationaux et à s'engager pour un monde plus juste.

Le Forum mondial 2026

Le Forum mondial Normandie pour la Paix rassemble chaque année des milliers de lycéens, une centaine d'experts internationaux ainsi que des représentants de gouvernements, du monde académique et de la société civile. Ouvert à tous, il constitue un lieu unique pour débattre des tensions mondiales, de la prévention des conflits et de la paix. La huitième édition, les 9 et 10 avril 2026 à l'Abbaye aux Dames de Caen, aura pour thème **(des) Espoirs de Paix**, et mettra en avant de nouvelles dynamiques : pouvoir croissant des pays du Sud, influence majeure des acteurs numériques sur la géopolitique mondiale, rôle actif des jeunes générations sur les sujets climatiques et politiques.

Dans le médiacentre de l'ENT, retrouve **Brief.me**, le journal en ligne qui résume l'essentiel de l'actualité de la journée.

app.brief.me



Télécharge l'appli de Brief.me pour [iPhone](#) ou pour [Android](#) en scannant le QR Code à gauche.

Tu pourras t'y connecter avec tes identifiants ENT.

Sommaire

THÈME 1

La défense européenne 4

THÈME 2

Les géants du numérique, 8
nouveaux acteurs géopolitiques

THÈME 3

Le populisme au XXI^e siècle 12

Présentation du contenu du livret

Ce livret pédagogique rassemble trois dossiers thématiques en lien avec l'édition 2026 du Forum Normandie pour la paix. Tu trouveras dans chaque dossier toutes les informations te permettant de comprendre le sujet, avec des dates pour te donner du contexte et prendre du recul.



La défense européenne

Le début de l'invasion russe en Ukraine, en 2022, a entraîné des questionnements sur la défense du continent. Si une grande partie des pays européens sont membres de l'Otan, le principe de défense mutuelle au sein de cette alliance a été remis en question par le président américain, Donald Trump. Ce dernier fait par ailleurs pression pour que les membres de l'Otan dépassent largement le seuil des 2 % du PIB consacrés aux dépenses de défense. Ces événements poussent certains pays européens à chercher à s'émanciper du soutien américain et à renforcer leur coopération militaire.

Le concept

Le continent européen ne dispose pas d'une défense commune. **La coopération dans ce domaine passe par l'UE et par l'Otan, une alliance militaire de 32 pays, qui ne couvrent pas tous les pays d'Europe.** Par exemple, le Royaume-Uni et la Norvège font partie de l'Otan, mais pas de l'UE, l'Autriche et l'Irlande sont membres de l'UE sans faire partie de l'Otan, tandis que la Suisse n'appartient à aucune des deux alliances. Si l'UE n'a pas d'armée, elle fait coopérer celles des États membres. Ses décisions de défense sont prises par le Conseil de l'UE (qui rassemble les ministres des États membres en fonction du sujet concerné, en l'occurrence les ministres de la Défense), un comité des ambassadeurs et un comité des chefs d'état-major, explique le site du Conseil. Dans l'Otan, créée en 1949, les décisions sont prises au Conseil de l'Atlantique nord, où siège un représentant de chaque État membre. Ses opérations militaires sont menées par les États membres qui « mettent volontairement à disposition » des effectifs, explique le site de l'Otan.

Les pays membres de l'Otan

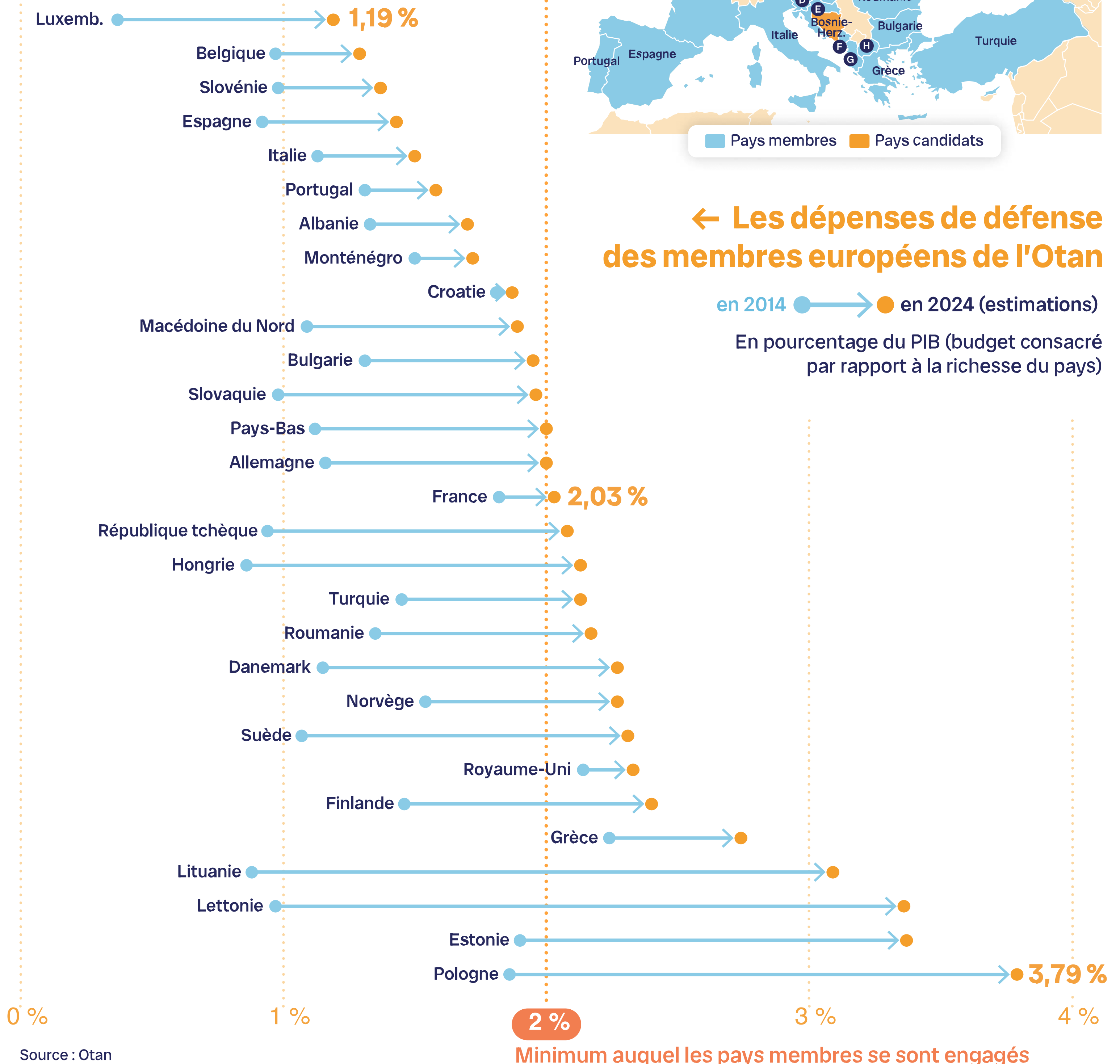
En 2024, la majorité des pays européens membres de l'Otan ont consacré à la défense plus de 2 % de leur PIB, soit le niveau fixé par l'organisation.



← Les dépenses de défense des membres européens de l'Otan

en 2014 ● → ● en 2024 (estimations)

En pourcentage du PIB (budget consacré par rapport à la richesse du pays)



Source : Otan

Les dates-clés

1992

Une politique de défense commune

La Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) aux États membres de l'UE est instaurée par le traité sur l'UE, signé en 1992 à Maastricht. **Elle a pour but de « promouvoir la paix, la sécurité et le progrès en Europe et dans le monde »**, d'après le traité. En 1952, une Communauté européenne de défense visant à établir une armée commune avait été envisagée par certains pays d'Europe, mais avait été rejetée par la France, qui craignait une perte de souveraineté. En 1992 est également créé l'Eurocorps, un état-major multinational regroupant 11 pays, comptant 1 000 militaires et situé à Strasbourg, selon le site du ministère français de la Défense. Il peut être mobilisé par l'UE ou par l'Otan. Les États membres de l'UE fixent en 1999 comme objectif de la PESC la capacité à mobiliser 60 000 militaires pour réagir à un conflit, puis en 2004 l'aptitude à lancer une opération en cinq jours, explique Vie-publique.fr, un site de l'administration française.

2002

Partenariat entre l'UE et l'Otan

L'UE et l'Otan signent en 2002 une déclaration commune appelée Identité européenne de sécurité et de défense (IESD), qui ouvre la voie à une coopération militaire entre les deux alliances. **« Les pays membres de l'Otan se déclarent disposés à donner à l'UE l'accès aux moyens et capacités de l'Otan pour des opérations » militaires**, explique le site d'information sur l'UE Toute l'Europe. La première opération dans le cadre de l'IESD a lieu en Macédoine du Nord en 2003, afin de faire respecter l'application des accords de paix conclus entre le gouvernement et des rebelles albanais. Entre 2003 et début 2025, l'UE mène 40 opérations militaires ou civiles (y compris hors du cadre de l'IESD), selon le site du Parlement européen. Cependant, toutes ces missions sont « de gabarit modeste et d'objectifs très limités », estime le chercheur Claude Nigoul dans un article paru en 2019 dans la revue L'Europe en formation. Selon lui, l'UE a besoin du « feu vert américain » pour chaque opération, en raison du rôle des États-Unis dans l'Otan, et leurs intérêts « ne coïncident pas nécessairement ».

 2007**Une clause de défense mutuelle**

Signé en 2007 par les États membres de l'UE, le traité de Lisbonne introduit une clause de défense mutuelle. « Au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir », prévoit le traité. **Cette clause est invoquée pour la première fois par la France en 2015 après les attentats du 13 novembre.** Plusieurs pays, comme l'Allemagne et le Royaume-Uni, apportent alors un soutien à des opérations françaises antiterroristes, par exemple en Syrie et en Irak. Le traité de Lisbonne prévoit également une « coopération structurée permanente » entre les États membres souhaitant développer des forces et des projets de recherche multinationaux. Prévue pour 2010, cette coopération n'est concrétisée qu'en 2017 par 23 pays. Dans un bilan en 2021, le ministère français de la Défense rapporte que 46 projets sont lancés, parmi lesquels le développement d'un système de protection contre les missiles.

 2022**Projet de force commune**

Le Conseil européen, qui réunit les dirigeants des États membres de l'UE, adopte en mars 2022, quelques semaines après le début de l'invasion russe en Ukraine, un plan de sécurité prévoyant de créer « une capacité de déploiement rapide » comptant jusqu'à 5 000 militaires. « L'UE doit gagner en rapidité, en capacité et en efficacité », selon le document. Cette décision est un revirement, le projet de fonder une armée européenne ayant été abandonné dans les années 1990 « au nom du principe de "non-duplication" avec l'Otan », explique le politologue Maxime Lefebvre dans un article publié en 2022 sur le site The Conversation. **Cette idée avait été relancée d'abord en 2015 par Jean-Claude Juncker, alors président de la Commission européenne, l'une des deux branches exécutives de l'UE, puis par Emmanuel Macron en 2018.** Kaja Kallas, la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, a annoncé en mai 2025 que la « capacité de déploiement rapide » était désormais opérationnelle. Elle n'a pas encore mené d'opération.

Les géants du numérique, nouveaux acteurs géopolitiques

Les réseaux sociaux et les plateformes d'intelligence artificielle (IA) générative sont devenus des sources d'informations utilisées par une grande partie de la population mondiale. Ces dernières années, ils ont été employés pour des campagnes de désinformation et des tentatives d'ingérence, qui ont poussé les États ou l'Union Européenne à tenter d'encadrer leurs contenus.

Le concept

Si les logiciels de messagerie instantanée et les premiers réseaux sociaux ont été principalement lancés dans les années 2000, leur popularité croissante a accru les interrogations quant à leur modération. **Les médias sociaux, qui incluent réseaux sociaux et messageries, ont compté plus de 5,2 milliards d'utilisateurs actifs dans le monde en janvier 2025**, selon une étude publiée en février par l'agence We Are Social : Facebook arrive en tête, avec plus de 3 milliards d'utilisateurs actifs par mois. Les robots conversationnels basés sur l'IA générative sont également une façon de s'informer en plein essor. ChatGPT, développé par l'entreprise américaine OpenAI, comptait 400 millions d'utilisateurs actifs par semaine en février 2025, selon OpenAI. En tant qu'entreprises privées, ces plateformes instaurent leurs propres conditions d'utilisation. Des réseaux sociaux interdisent par exemple les contenus ayant trait au harcèlement ou à la haine. L'année 2025 a cependant vu un recul dans la vérification de l'information sur les réseaux sociaux, avec l'arrêt d'un partenariat qui liait le groupe Meta (Facebook, Instagram, etc.) à des médias d'information.

Exemples d'ingérences en ligne

Les réseaux sociaux et l'IA contribuent à plusieurs moyens de désinformation et d'ingérence.

PUBLICATIONS EN MASSE

Réseau Portal Kombat

À partir de 2022

Près de 200 sites automatisés republient massivement des contenus prorusses, en particulier pour que ces contenus soient cités dans les réponses fournies aux utilisateurs par les systèmes d'IA générative.

IDÉOLOGIE RUSSE



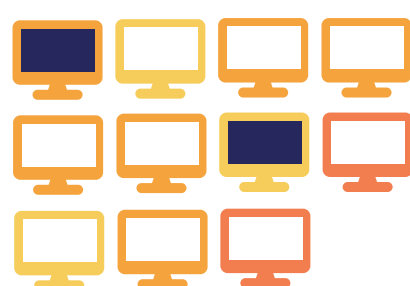
CRÉATION DE FAUX SITES

Opération Doppelgänger

À partir de 2022

La Russie imite des sites, tels que le site du ministère français des Affaires étrangères ainsi que des sites de médias, comme Le Monde, Le Figaro ou Le Parisien.

IDÉOLOGIE RUSSE



IMPOSTURE

Faux Marco Rubio

Juillet 2025

La voix du secrétaire d'État américain (l'équivalent du ministre des Affaires étrangères), Marco Rubio, est imitée pour tenter de tromper des responsables politiques.

IDÉOLOGIE INCONNUE



MANIPULATION D'IMAGES

Deepfake de Kamala Harris

2023

Une fausse vidéo de Kamala Harris, alors vice-présidente des États-Unis, la montre prononçant des phrases incompréhensibles. Il s'agit d'un deepfake, une manipulation d'images par IA.

IDÉOLOGIE INCONNUE



PUBLICATIONS EN MASSE

Rumeur des punaises de lit

2023

Des comptes prorusses sur les réseaux sociaux participent à la viralité d'une rumeur sur une invasion de punaises de lit en France.

IDÉOLOGIE RUSSE



Les dates-clés

2016

Désinformation et ingérence dans une élection

De nombreuses informations trompeuses circulent sur Internet dans le cadre de la campagne présidentielle américaine de 2016. Un rapport publié en 2018 par l'université d'Oxford montre que **l'Internet Research Agency (IRA), une organisation russe de diffusion de propagande en ligne, a propagé de fausses informations sur les réseaux sociaux pour « polariser l'opinion publique américaine et interférer » dans l'élection.** Entre 2015 et 2016, plus de 30 millions d'utilisateurs aux États-Unis partagent, aiment ou commentent des publications de comptes Facebook liés à l'IRA, selon ce rapport. En 2019, le procureur spécial Robert Mueller publie un rapport d'enquête sur les soupçons de collusion entre la Russie et l'équipe de la campagne du candidat Donald Trump. S'il n'a pas été possible de prouver une « coordination » entre l'équipe de campagne et le gouvernement russe, le procureur affirme néanmoins que ce dernier « a interféré dans l'élection présidentielle de 2016 de façon généralisée et systématique ».

2022

Adoption d'un cadre européen

Adopté par l'UE en 2022 et totalement entré en vigueur en février 2024, le Digital Services Act (DSA) impose aux plateformes en ligne de lutter contre la désinformation, la diffusion de contenus illégaux tels que la pédopornographie ainsi que la vente de drogues ou de produits de contrefaçon. **Le DSA entend mieux protéger les internautes européens en prévenant certains risques d'ampleur, tels que la manipulation des processus électoraux.** 25 services dénombrant plus de 45 millions d'utilisateurs actifs par mois dans l'UE, dont Amazon, Google Search, Instagram et Pornhub, sont soumis à des obligations plus strictes. En cas de non-respect du DSA, ils risquent une amende pouvant aller jusqu'à 6 % de leur chiffre d'affaires annuel mondial. En octobre 2025, la Commission européenne, l'une des deux branches exécutives de l'UE, a accusé Meta (Facebook, Instagram, etc.) et TikTok de commettre des infractions au DSA, en particulier à cause de leurs mécanismes de signalement des contenus illicites qui « peuvent être inefficaces ».

 2024**TikTok accusé de failles de sécurité**

Le Parlement des États-Unis adopte en avril 2024 une loi qui prévoit d'interdire l'application TikTok si elle n'est pas vendue à une entreprise non chinoise dans un délai de neuf mois. Les élus américains à l'origine du texte considèrent que **l'application de l'entreprise chinoise ByteDance, qu'ils soupçonnent de liens avec l'État chinois, représente une menace de sécurité**. En 2022, les médias américains Forbes et BuzzFeed avaient dévoilé que des cadres de TikTok avaient eu accès à des données d'utilisateurs américains. Avant les États-Unis, plusieurs pays avaient déjà interdit l'application. Certains l'avaient fait pour l'ensemble de leur population, comme l'Inde et Taïwan. D'autres, comme le Canada, le Royaume-Uni ou l'Australie, avaient interdit TikTok sur les appareils professionnels des employés du gouvernement, par crainte que l'État chinois accède à des informations sensibles. Le délai accordé par les États-Unis à ByteDance pour vendre TikTok a finalement été prolongé à plusieurs reprises.

 2025**La propagande reprise par les IA**

NewsGuard, une entreprise américaine qui évalue la fiabilité des sources d'informations sur Internet, a révélé en avril dernier qu'une campagne de propagande russe a ciblé la France au cours des cinq mois précédents. **Ses auteurs ont diffusé cinq faux récits avec plus de 38 000 publications sur les réseaux sociaux, qui ont généré plus de 55 millions de vues**, selon NewsGuard. Parmi ces contenus figurent une vidéo censée montrer un migrant tchadien avouant un viol, une autre censée montrer un ancien élève de Brigitte Macron l'accusant d'agression sexuelle, ou encore une autre affirmant que le président ukrainien a racheté une banque française. La propagande russe avait déjà ciblé la France, par exemple avec un réseau de sites mis en place en 2022 et surnommé Portal Kombat, a rapporté Viginum, un service sous l'autorité du Premier ministre. NewsGuard souligne néanmoins dans son rapport d'avril « un nouveau risque désinformationnel », car les faux récits ont été repris par les principaux robots conversationnels basés sur l'IA générative.

Le populisme au XXI^e siècle

Pour la
spécialité
HGGSP

La défense du peuple face à une élite est le principal argument de partis politiques qui connaissent de plus en plus de succès électoraux dans le monde. Incarnés par des figures charismatiques et profitant d'une lassitude vis-à-vis des partis traditionnels, ces mouvements, lorsqu'ils arrivent au pouvoir, peuvent menacer l'État de droit pour mener leurs politiques.

Le concept

Le populisme naît d'une tension intrinsèque à la démocratie : celle entre la souveraineté du peuple et sa représentation. Il repose sur la conviction que les élites au pouvoir trahissent la volonté populaire, ce qui nourrit une profonde défiance envers les institutions représentatives. Cette rhétorique oppose systématiquement un « peuple » vertueux à une « élite » illégitime. Cette opposition se décline différemment selon le spectre politique : le populisme de droite tend à définir le peuple par son identité culturelle (une vision essentialiste), tandis que le populisme de gauche insiste sur sa condition sociale et économique (une vision de classe). Toutefois, tous deux prospèrent sur un terreau commun : le sentiment de déclassement, l'accroissement des inégalités et les crises liées à la mondialisation. **Les discours populistes reposent sur une incarnation forte d'un chef charismatique, un recours important aux émotions et « des solutions simplistes »** plutôt qu'un programme détaillé, explique Badreddine El-Kacimi, politologue spécialisé dans l'analyse des discours, dans un article publié en 2024 dans la revue Hermès. Depuis le début des années 2000, « nous sommes passés de simples mouvements populistes à des régimes populistes », estimait le sociologue Alain Dieckhoff dans un article publié en 2018 sur le site du Centre de recherches internationales de Sciences Po. Il soulignait alors qu'une fois leurs représentants élus, les mouvements populistes se caractérisent par « une recentralisation du pouvoir aux mains de l'exécutif ». Ces dernières années, ce sont surtout les populismes de droite qui ont remporté des succès électoraux, comme l'illustre les dates-clés choisies ici.

Aux origines du populisme

Apparu au XIX^e siècle, le populisme resurgit sous diverses formes à chaque crise de la représentation politique. Il a historiquement accompagné des mouvements de gauche comme de droite.

Source indicative : Les populismes dans le monde (Guy Hermet, Fayard, 2001)
Territoires nationaux tels qu'à la fin du XIX^e siècle

1861-1881

Le populisme russe

Influencés par des penseurs russes, des jeunes issus de l'intelligentsia urbaine s'opposent en Russie à la noblesse, qu'ils jugent immorale et décadente. Ils reprochent au tsarisme d'importer le capitalisme industriel, qui met fin aux solidarités paysannes et accroît la misère urbaine.

Ces militants qui se font appeler *narodniki* (populistes en russe) défendent un socialisme agraire qui les pousse à aller à la rencontre des paysans pour les convaincre de se révolter et de renverser le tsar.

1887-1891

Le boulangisme en France

Ancien ministre de la guerre écarté par le chef du gouvernement en 1887, le général Boulanger devient le chef charismatique d'un mouvement populiste qui loue son esprit de revanche contre l'Allemagne, qui a vaincu la France lors d'une guerre en 1870-1871. Critique du parlementarisme et de la corruption de la III^e République (1870-1940), il remporte en 1888 plusieurs élections avec son programme : « Dissolution, Révision, Constituante ».

Encouragé à renverser le pouvoir après avoir été élu député à Paris en 1889, il s'y refuse. Son suicide en 1891 met définitivement fin au mouvement.

1892-1900

Le People's Party aux États-Unis

Face à la concentration du pouvoir économique par des fortunes financières et industrielles, des agriculteurs du Sud et de l'Ouest des États-Unis s'organisent en parti politique, le People's Party, fondé en 1892.

Ses membres, qui se désignent comme populistes, militent pour une meilleure répartition des richesses et pour un contrôle populaire sur l'économie, par exemple en nationalisant les chemins de fer.

Les dates-clés

📅 2001

L'émergence d'un national-populisme

Le 7 octobre 2001, Narendra Modi devient Premier ministre du Gujarat, un État indien proche du Pakistan. Selon le chercheur et spécialiste de l'Inde Christophe Jaffrelot, ce représentant du Parti du Peuple indien (BJP, extrême droite) incarne un « national-populisme » qui se traduit par « une personnalisation extrême du pouvoir et un style managérial de gouvernance ». Il refuse « les débats contradictoires et les conférences de presse : sa parole, prononcée au nom du peuple, ne pouvait de facto être remise en cause », analyse-t-il dans un autre article publié en 2018.

... →

→ 2001 (suite)

Premier ministre de l'Inde depuis 2014, il se présente « comme un outsider, un homme de la plèbe luttant contre l'establishment, l'élite politique », estime le chercheur dans une interview parue en 2019 dans une publication éditée par Sciences Po. Narendra Modi considère que les hindous, qui représentent 80 % de la population indienne (selon le recensement indien de 2011), « sont le seul corps politique légitime, la supériorité du nombre étant convertie en supériorité politique, culturelle et sociale », explique la politologue Charlotte Thomas dans un article de 2020 paru dans la revue de recherche Études. Elle ajoute : « Par opposition, les minorités musulmane (14 %) et chrétienne (2 %) sont jugées déloyales en raison de leur ethnicité prétendument allogène. Citoyens illégitimes au sein d'une nation organique, ils doivent se soumettre à la "communauté majoritaire" hindoue. » Narendra Modi sera mis en cause, notamment par un documentaire de la BBC en 2023, pour son rôle dans des massacres antimusulmans intervenus dans le Gujarat en 2002, en demandant à la police de ne pas intervenir.

2010

Une rhétorique complotiste

Viktor Orban, à la tête du parti d'extrême droite Fidesz, est élu Premier ministre de Hongrie en 2010, après avoir déjà occupé cette fonction de 1998 à 2002. Ses discours se caractérisent par une insistance sur « la défense de l'identité hongroise » et par un ton « anxiogène » au sujet de l'Europe, analyse le linguiste Thomas Szende dans un article publié en 2020 sur le site The Conversation. Anti-immigration, Viktor Orban affirme à plusieurs reprises qu'il existe un « plan » organisé par l'UE pour permettre l'arrivée massive de personnes immigrées en Europe. En 2018, il accuse l'UE de vouloir « diluer, changer la population de l'Europe en sacrifiant notre culture » et en 2019, il affirme qu'elle veut « forcer la répartition de migrants avec des quotas obligatoires pour les pays membres ». Il relaie ainsi des théories complotistes, comme celle dite du « grand remplacement », qui prétend qu'un changement culturel dû à l'immigration est en cours et soutenu par une élite. **Populismes et complotismes sont souvent liés, car « au cœur du discours populiste, il y a l'idée du confiscation du pouvoir par une élite, l'idée d'un complot contre les peuples »,** souligne le politologue Rudy Reichstadt dans un podcast de Franceinfo diffusé en 2023.

 2023**Rejet des partis traditionnels**

Seulement deux ans après son entrée en politique, Javier Milei remporte en 2023 l'élection présidentielle en Argentine avec plus de 55 % des voix au second tour. Ultralibéral, il se définit comme « anarcho-capitaliste » et a le soutien de Donald Trump, alors ancien président américain. Pendant sa campagne, Javier Milei se positionne comme un candidat antisystème en dénonçant la « caste » politique. Pour symboliser son intention de supprimer des ministères, de réduire le budget de secteurs comme l'éducation et la santé ainsi que de privatiser des entreprises publiques, il brandit une tronçonneuse. Face à la crise économique du pays, où l'inflation dépasse les 140 % sur un an au moment de son élection, il promet de supprimer la banque centrale et remplacer le peso argentin par le dollar, ce qu'il n'a finalement pas réussi à instaurer, après deux années de présidence. Le succès électoral de cet « outsider » montre chez les électeurs « un ras-le-bol vis-à-vis des partis politiques traditionnels qu'ils tiennent pour responsables de la crise », expliquait à Brief.me au lendemain de l'élection présidentielle la politologue Lucia Vincent.

 2025**Menaces contre l'État de droit**

De retour au pouvoir en janvier 2025 après un premier mandat de 2017 à 2021, le président américain, Donald Trump, multiplie « les attaques contre les institutions », une caractéristique du populisme au pouvoir, analyse la politologue Elisa Chelle dans un article publié en septembre dernier sur le site The Conversation. Un mois après son investiture, la Maison-Blanche annonce que sa propre équipe de communication gèrera les autorisations d'accès au bâtiment pour les journalistes, jusque-là attribuées par une association de correspondants. Pour pouvoir imposer des droits de douane supplémentaires, Donald Trump s'appuie sur une loi sur les pouvoirs économiques d'urgence, censée s'appliquer en cas de menace pour la sécurité du pays, ce qu'une cour d'appel juge illégal en août. **Ces menaces contre l'État de droit, un concept qui implique l'égalité devant la loi et le respect de la séparation des pouvoirs, sont présentées comme une façon de « faire primer la volonté » du peuple sur les institutions,** analyse Elisa Chelle.